JUIN 1999 N° 18

VOIX DE GAUCHE



Bulletin des socialistes du 15ème arrondissement, section « Convention »

Spécial Européennes

Le socialisme : une chance pour l'Europe

Ceux qui étaient au Palais des sports de la porte de Versailles le jeudi 27 mai n'ont pas seulement pris part à une belle soirée. Ils ont pu constater *de visu* la force d'un des arguments incitant à voter pour la liste qu'emmène François Hollande le 13 juin. Bien sûr il est toujours possible - bien que très difficile dans un calendrier très serré - d'inviter à Paris des représentants des 14 autres pays européens. Mais quelle autre liste française aurait pu rassembler sur le même plateau comme nous l'avons fait des responsables des forces politiques au pouvoir dans 13 Etats sur 15 ? Nous étions seuls en mesure de le faire, car seuls les partis socialistes ou sociaux démocrates participent au gouvernement dans autant de pays européens, qu'ils dirigent d'ailleurs dans 11 d'entre eux. Même l'arithmétique est contre la droite…

Car un des enjeux majeurs de l'élection prochaine est bien là. Les socialistes sont majoritaires au sein du conseil des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne. Ils sont donc en mesure de l'être dans la Commission de Bruxelles qu'ils sont en train de désigner. Il est alors très souhaitable que le Parlement de l'Europe soit de la même couleur, si l'on veut éviter de nouvelles complications institutionnelles…

Mais bien sûr, l'argument de fond est ailleurs. Il est certes sympathique de rassembler à Paris (sur le territoire de la section PS Convention d'ailleurs…) Tony Blair, Gerard Schröder et Massimo D'Alema à côté de Lionel Jospin et François Hollande. Mais l'enjeu final est de développer une politique de gauche en Europe. C'est à dire une politique qui ne se contente pas des beaux succès que furent le marché unique et l'euro, mais qui lutte efficacement contre le chômage sur notre continent.

A cet égard, il faut le souligner, une majorité socialiste au Parlement de Strasbourg est une condition évidemment indispensable. Elle garantit aux Européens, et notamment aux plus défavorisés d'entre eux, une vie un peu moins difficile, alors qu'une majorité de droite conduirait au résultat inverse. Mais au-delà, il faudra ensuite convaincre tel ou tel de nos camarades dirigeant socialiste européen de la nécessité d'aller assez loin. Lionel Jospin l'a évoqué à dessein dans son discours du 27 mai (justement devant G. Schröder et T. Blair..) : il n'est pas admissible que l'Europe soit une zone de moindre croissance, donc de plus grand chômage que l'Amérique du Nord ou l'Asie. Faisons-lui confiance pour convaincre ensuite nos camarades allemands et anglais de l'utilité d'une vigoureuse action européenne pour promouvoir la croissance et lutter contre le chômage. Et n'oublions pas qu'il ne sera en mesure de le faire que si les Français lui font massivement confiance le 13 juin.

Claude DARGENT
Responsable du PS du 15ème arrondissement



AVANT DE VOTER LE 13 JUIN, VOUS HESITEZ ? VOUS AVEZ DES DOUTES ? VOUS SOUHAITEZ DAVANTAGE D'INFORMATIONS ?

VENEZ…

Le jeudi 10 Juin, à l'heure de votre choix, entre 19h et 22 h, à notre local / galerie du 8 rue Fourcade (métro Convention)

Alain HUBERT, Conseiller de Paris
Claude DARGENT, secrétaire fédéral
Emmanuel BAUR, membre du Conseil fédéral
Et les membres de la commission « Europe »…seront à votre disposition

Si vous n'êtes pas disponibles ce jour là, notez ci-après votre question et votre adresse, retournez le tout à :

VOIX DE GAUCHE
8 rue Fourcade - Paris 75015
01 40 43 17 46

nous vous répondrons

MA QUESTION :

……………………………………

Nom : Prénom :

Adresse :

De MAASTRICHT à AMSTERDAM

1er janvier 99 :

L'Euro devient la monnaie de l'Union

25 mars, Berlin :

Les 15 règlent le problème du financement de l'UNION entre 2000 et 2006 (agenda 2000) concernant la Politique agricole commune (PAC), les aides aux régions (Fonds structurels) et la répartition des charges entre les Etats ; Ils désignent également M.Romano PRODI comme Président de la future Commission Européenne.

1er mai :

Entrée en vigueur du traité d'AMSTERDAM signé le 2 Octobre 97

9 mai :

Journée de l'Europe célébrée dans tous les Etats membres

mai :

Visite des capitales européennes par Mr PRODI pour décider avec les gouvernements du choix des 19 autres membres de la Commission

13 juin :

élections des députés au Parlement européen dans les 15 États

juin :

Réunion à Cologne ou Mr PRODI devrait exposer ses premières idées sur sa vision de la construction européenne

20 juillet :

première réunion du nouveau parlement européen

septembre :

vote d'investiture par le parlement de la nouvelle Commission

1er octobre :

date d'entrée en fonction de la Commission

Le traité d'Amsterdam, complétant l'Acte Unique européen (1986) et le traité de Maastricht (1992), a pour objectif de réformer le dispositif politique et institutionnel de l'Union, il comporte de nombreuses avancées par rapport à Maastricht mais aussi des insuffisances :

Certes :

- **il a renforcé les pouvoirs du Parlement en lui faisant partager le pouvoir législatif avec le Conseil des Ministres (procédure de codécision)**
- **il a renforcé le rôle de la Commission en confiant son investiture au Parlement**
- **il a généralisé le recours à la majorité qualifiée au sein du Conseil**

Mais la tache des 15 reste énorme pour réaliser les objectifs prévus par le traité :

- l'emploi et la politique sociale
- la sécurité intérieure : immigration, lutte contre le crime, espace juridique européen
- la politique étrangère et de sécurité commune (P.E.S.C.) pour une Europe plus présente sur la scène internationale, une Europe de la défense, absente à l'heure du Kosovo.
- La réforme des institutions, conçues il y a 40 ans par l'Europe des 6
  - A Cologne les 15 devraient arrêter le calendrier d'une conférence intergouvernementale (CIG) chargée de cette réforme, la précédente CIG n'ayant pas abouti.
  - Cette CIG n'aura pas de droit à l'échec, car sa mission sera non seulement d'améliorer le fonctionnement des institutions européennes mais aussi de préparer l'élargissement de l'Union à 13 pays candidats (10 pays d'Europe centrale et orientale plus Chypre, la Turquie et Malte)

Que de grain à moudre pour le moulin européen ! ! !

Henri HUGUES



POUR UNE EUROPE LA VOTRE – LA NOTRE

Pas la leur !

On entend de ci de là certains parler de l'Europe……

Il y a PASQUA et son alter ego le sieur DE VILLIERS qui veulent l'Europe, mais sans l'Europe c'est à dire chacun de son côté, chacun dans ses frontières. Le plus épique c'est que ces beaux messieurs siégeront à STRASBOURG et que même le président du Conseil Général des Hauts de Seine ou le sénateur (on ne sait quel mandat il abandonnera) sera le chef du parti des souverainistes.

Il y a l'intérimaire SARKOZY qui balade sa morgue et sa suffisance accompagné du libéral désabusé MADELIN sur des estrades trop grandes pour leurs épaules et bien trop petites pour leurs ambitions respectives.

Il y a les duettistes des droites extrêmes qui se plagient entre eux, qui pataugent dans leur nationalisme exacerbé, qui ne pensent en aucune façon à leurs électeurs mais à se détruire l'un l'autre.

Il y les duettistes de l'extrême gauche qui ne défendent pas les mêmes principes de gauche, mais qui ont enfin compris que pour exister il faut un peu de pouvoir (ou d'élus).

Il y a ce bon Robert Hue qui veut être plus pluriel que la Gauche, mais qui se mélange avec tant de monde.

Il y a Dany et Dominique à qui on voudrait bien donner le bras pour un bout de chemin ensemble, mais………

Il y a enfin, nous, les Socialistes Européens, si différents mais aussi si semblables et si désireux d'une Europe forte, une Europe construite sur des valeurs communes de justice, de paix , et de travail pour le plus grand nombre. Nous n'avons sans doute jamais été aussi prêts, et aussi près de pouvoir les mettre en pratique. Il reste quelque temps avant ce moment décisif. Alors le 13 juin, Votez pour l'Europe

Emmanuel BAUR

Mon Europe...

Sur l'Europe on entend beaucoup de plaintes et de regrets. Ça ne va pas assez vite, ce machin est trop lointain, c'est pas assez social, y'a pas d'armée *(très à la mode ces temps-ci)*. Il m'est arrivé, il m'arrivera sûrement encore de partager certains de ces reproches ou d'autres. mais j 'ai souvent aussi envie de (me) répondre que sur ce sujet comme sur bien d'autres, on a bien vite fait d'oublier l'énorme acquis pour ne s'occuper que de ce qui cloche.

En ce qui me concerne, je puis dire que toute mon éducation a fait du cadre national une sorte d'absolu. L'histoire a d'abord été l'histoire de France, à laquelle sont venues s 'ajouter l'histoire d'Angleterre, l'histoire de l'unité allemande, italienne ; les pays n'importaient que s'ils formaient une nation. Même l'internationalisme politique était la rencontre de mouvements ouvriers nationaux.

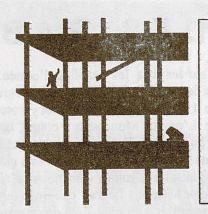
Même chose pour ce qui est de la culture. La littérature anglaise d'une époque s'explique par les conditions sociales et culturelles de l'Angleterre du moment, par la tradition littéraire anglaise, avec ici ou là quelques influences « étrangères », plutôt anormales et regrettables pour le « génie national ».

Or ce que l'existence politique de l'Europe m'a permis progressivement de saisir c'est que ces sortes de tunnels nationaux parallèles et isolés sont assez souvent des artifices. Rousseau était « citoyen de Genève » ; on parlait et écrivait français à la cour du roi de Prusse Frédéric ou Voltaire était invité, Voltaire qui avait précédemment vécu en Angleterre et connu les écrivains et penseurs du temps.

J'ai étudié les sources de Roméo et Juliette de Shakespeare *(génie anglais par excellence)* : Shakespeare a connu cette histoire par la traduction en vers anglais d'une traduction française *(par Pierre Boaistuau, 1559)* d'une nouvelle italienne de Bandello, lequel ne faisait que retravailler des récits italiens antérieurs. De manière générale, le fameux théâtre élisabéthain ne se comprend bien que dans ses relations à l'Italie, à l'Espagne, à la France.

La nation a été un moment – et un moment capital – de l'histoire de nos peuples. La nation n'a certainement pas épuisé son rôle aujourd'hui mais une nouvelle réalité la complète et la modifie : c'est l'Europe. Je pense que pour beaucoup d'entre nous elle est devenue une réalité vivante, le sentiment d'une fraternité élargie à beaucoup d'autres peuples dont nous voulons apprendre la langue, connaître la vie et les apports enrichissants. Ce n'est pas rien que de passer une frontière sans être arrêté pour contrôle, demain d'utiliser partout une même monnaie, déjà les les étudiants circulent plus facilement, renouvelant ce qui allait de soi au Moyen Age et à la Renaissance. Ayons conscience de ce qui a été fait et contribuons à ce que s'épanouisse cette appartenance commune à l'histoire et au devenir de l'Europe.

Michel CHARLOT



L'EUROPE SOCIALE SE CONSTRUIT

L'approfondissement de la construction européenne exige que la dimension sociale de l'Union Européenne soit renforcée. C'est un objectif difficile qui ne peut-être atteint que dans la durée. Car les législations sociales sont très différentes dans les quinze pays européens, qu'il s'agisse du droit de grève, du temps de travail, des salaires minima ou des conditions d'embauche.

La diversité des systèmes sociaux n'est pourtant seule en cause dans le retard accumulé par l'Europe en matière sociale. Certes, il est toujours possible d'imaginer que le parlement européen décide une harmonisation des législations sociales en instaurant des garanties minimales (les meilleures possibles), communes à tous les pays de l'Union. Les plus utopistes défendent même l'idée que cette harmonisation puisse se faire par le haut.

Hélas, pour exister, cette dynamique doit s'appuyer sur des négociations sociales entre patronat et représentants des salariés. On le vérifie bien en France à propos des 35 heures : il ne suffit pas de voter simplement une loi, il faut aussi développer un processus de négociation de branche (conventions collectives) et d'entreprise.

Construire l'Europe sociale suppose donc de développer la négociation sociale européenne. Pour cela, il est nécessaire que des partenaires sociaux européens, patronat européen et fédérations européennes de salariés se constituent, acceptent d'engager des négociations et reçoivent alors le mandat de leurs affiliés nationaux.

Dès 1992, le traité de Maastricht a défini le développement de tels processus en garantissant que les accords conclus à l'échelon européen seraient traduits en directives obligatoires, donnant lieu à traduction dans chaque pays. C'est ainsi que l'UNICE (le MEDEF européen) et la CES (Confédération Européenne des Syndicats) ont conclu un accord sur l'intérim et les contrats précaires qui sera traduit en directive pour application dans l'ensemble de l'Union.

Le traité de Maastricht a aussi prévu la possibilité pour le parlement d'imposer des directives quand la négociation n'aboutissait pas sur un dossier qu'il avait choisi. C'est ainsi que le parlement a imposé la directive concernant les comités d'entreprise européens et la procédure d'information et de consultation des salariés.

Cette directive a permis aux syndicalistes des différents pays de se rencontrer, de mieux se connaître et de s'organiser pour travailler ensemble. Ces contacts ont permis aux syndicalistes européens de s'opposer à des décisions patronales comme la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde ou d'intervenir dans le cadre de fusions : Rhône-Poulenc -Hoechst ou Total-Fina.

Aujourd'hui, ces contacts intersyndicaux européens ont renforcé les fédérations européennes de salariés et favorisent la constitutions d'acteurs sociaux européens. A tel point que la CGT, hostile à la construction européenne vient de décider et d'obtenir son affiliation à la CES.

M.D

INDESIRABLES !

Une nouvelle vitrine avec des livres sur les rois, les batailles, l'armée. Des voitures noires aux vitres fumées avec de grosses carrures pour fermer les portes. le quartier change. En mal. Mégret s'est installé rue de Cronstadt. Décidément le 15ème n'a pas de chance. Le Pen y a un logement et y vote. Les réunions préparatoires à la fondation du FN s'étaient tenues dans l'arrondissement. L'espace Moncassin a connu, ces dernières années, de nombreuses réunions FN. Nous avons le triste privilège d'avoir au Conseil d'arrondissement un élu de ce parti. Et maintenant le siège de Mégret. Comme disent les mères de famille dans les films à la Pagnol : *« mais qu'est ce que j'ai bien pu faire au Bon Dieu ? »* Heureusement, le FN encore uni (?) ne faisait pas mieux chez nous qu'ailleurs dans Paris. Avec les élections européennes tout citoyen a l'occasion de signifier aux Mégret / Le Pen que nous ne voulons pas plus de l'un que de l'autre. Et aux prochaines municipales faisons en sorte qu'il n'y ait plus d'élu de cette mouvance .

V d G

À Facho-land, les borgnes ne sont plus rois ! ! !

Depuis quelques semaines, le Front National - Mouvement National (FN-MN) a installé son siège national 15, rue de Cronstadt dans le XVèe arrondissement. Installation à titre précaire trouvée dans la précipitation après une explosion foudroyante du FN ? ou installation durable en vue de celle électorale de J-Y Le Gallou (*comme il en fut déjà question)* deux ans avant les élections municipales *)* Quoi qu'il en soit, il nous appartient de réaffirmer un certain nombre d'éléments tenant à la nature idéologique de ce mouvement et de ses animateurs.

Aucune différence idéologique entre les deux mouvements ne saurait être envisagée en termes de radicalité. Le courant Mégretiste, sous l'influence du " Club de l'Horloge "(1), va à la fin des années 1980 révolutionner la manière du FN de se présenter aux électeurs. Ce qui est intuition, répulsion, préjugé chez Le Pen devient argumentaire, rapport « scientifique et théorie chez Mégret. Le racisme de l'un est racialisme intellectualisé chez 1 'autre. Le slogan lepéniste " les Français d'abord " deviendra sous l'impulsion de Le Gallou un plus politiquement correct " volet programmatique ", celui de la préférence nationale.

Ne soyons pas dupes ! ! !

Aujourd'hui, ce n'est qu'une lutte de personne qui oppose lepénistes et mégrétistes. Tous deux soulèvent toujours l'idée fantasmagorique d'une France envahie, agressée de tous côtés. Tous deux se prononcent toujours pour les mêmes idées anti-démocratiques, anti-républicaines et antisociales. Pour Mégret, l'objectif est désormais de dépasser le plafond légal de 5 % des voix aux prochaines élections européennes afin de voir remboursés ses frais de campagne. L'argent est le nerf de la guerre, pour l'extrême droite aussi. Or, de multiples études semblent aujourd'hui montrer qu'un fort taux d'abstention marquera les élections de juin. Notre rôle est donc des plus concrets car, nous avons, tous, dans notre entourage familial ou amical des personnes susceptibles de ne pas aller voter. Nous devons les convaincre !

La démocratie, plus qu'un état, est un combat.
Nous, citoyens, en sommes les armes.
Le 13 juin, votons ! ! !

Sébastien MOREAU

(1) *Groupe de réflexion créé en 1974 notamment sous l'impulsion de Le Gallou, président fondateur. Ce groupe a pour objectif avoué de construire " la Nouvelle Droite ", ultra nationaliste et ultra-libérale. Pour réaliser ce projet, il crée des passerelles entre les différentes composantes de la droite dite classique et l'extrême droite la plus dure. Son objectif est de casser la droite classique vers une recomposition autour du courant mégrétiste. D'où les slogans proférés sur certains marchés du 15è ces derniers jours : " Nous sommes la vraie droite ".*



Montesquieu répond à Le Pen

" J'aime mieux mes filles que mes cousines, mes cousines que mes voisines, mes voisines que des inconnus et les inconnus que des ennemis ".

J-M Le Pen

" Si je savais que quelque chose qui me fût utile et qui fût préjudiciable à ma famille, je la rejetterais de mon esprit.
Si je savais quelque chose qui serait utile à ma famille et qui ne le fût pas à ma patrie, je chercherais à l'oublier.
Si je savais quelque chose utile à ma patrie et qui fût préjudiciable à l'Europe et au genre humain, je la regarderais comme un crime "

Montesquieu.